

la tribune

Le référendum

Forum

Finance
Informations
générales

500 sympathisants accueillent Ryan à Thetford Mines

Par Pierre Sévigny

THETFORD MINES — C'est devant une salle remplie de plus de 500 sympathisants à sa cause que le président du Comité des Québécois pour le NON, Claude Ryan, a déclaré hier soir à Thetford Mines qu'il fallait voter NON dès maintenant à la proposition des tenants de la séparation du Québec.

Il a soutenu qu'un vote pour le OUI constituerait une impasse du fait qu'aucun autre gouvernement provincial et fédéral ne voulait de l'option du PQ. "En 3 ans et demi de pouvoir, M. Lévesque n'a pas encore réussi à trouver un seul partenaire canadien pour négocier une supposée souveraineté-association".

Selon lui, les Québécois n'ont pas le choix de voter NON s'ils veulent aller rapidement vers un fédéralisme renouvelé du fait que l'autre vote proposée ne correspond pas aux aspirations légitimes et profondes de tous les canadiens, anglais comme français.

Appelé à commenter l'impasse présente quant au projet de gouvernement du Québec de nationaliser

les propriétés de la Société Asbestos Ltée, M. Ryan a catégoriquement refusé d'imposer ces problèmes au système fédéral. Il affirme qu'il n'y a rien dans le système fédéral canadien qui empêche cette expropriation. Selon lui, le retard actuel de la malheureuse conséquence d'une loi mal faite par les dirigeants du PQ, il soutient que le ministre Yves Bérubé aurait eu avantage à faire preuve de moins d'arrogance lors de la Commission parlementaire et à écouter les judicieux conseils du député Claude Forget. "Il ne serait étonné bien des difficultés." M. Ryan avait auparavant tenu à préciser qu'il ne se prononçait pas sur le fonds de la question.

Il a également présenté ses sym-

pathies aux 2000 travail leurs miniers en grève dans la région tout en souhaitant un règlement prochain du conflit. Il s'est empressé de préciser que ce conflit de travail relevait de la compétence exclusive du gouvernement provincial et que les dirigeants du PQ ne pouvaient donc pas blâmer le gouvernement canadien s'il ne trouvaient pas de solution au litige.

Présent également à la réunion, le ministre canadien des Approvisionnement et Services, Jean-Jacques LaSalle, a déclaré qu'un OUI à la proposition péquiste représentait une sérieuse menace pour la survie de la langue française dans les autres provinces du Canada.

Précisant qu'il ne pourrait voter lors du référendum du fait qu'il habite l'Ontario, ce francophone a soutenu que tous ses semblables du Canada étaient actuellement les otages de la campagne référendaire. "Notre sort se joue dans cette campagne".

C'est pourquoi, il a invité les gens à voter majoritairement pour le NON afin de permettre aux francophones hors-Québec de continuer à bénéficier des programmes canadiens qui leur ont permis de participer largement à la vie de leurs régions et de leurs provinces respectives. "Nous faisons face au riche de OUI car aucune autre province canadienne ne veut l'association ni la négociation dans le sens proposé par le PQ".

Pour M. Blais, un OUI signifie la confrontation stérile, le négativisme et dans ce contexte hostile. "nous serons les grands perdants car le Québec ne pourra plus nous aider, étant préoccupé par des débats internes et ce, dans un pays affaibli".

Répétant qu'il ne pouvait voter le 20 mai prochain, le ministre a tout le monde espoir que les Québécois mettront fin à la chimère du PQ afin de permettre la poursuite d'un Canada grandissant.



Plusieurs personnes âgées ont prêté une oreille attentive au chef des forces du NON lors de son passage dans la Beauce hier.

Lévesque refusera de commenter les sondages

MONTREAL (PC) — Les sondages d'opinion sur le référendum sont tellement "fluctuants et contradictoires" que le premier ministre du Québec, M. René Lévesque, refusera désormais de les commenter.

"Les seuls chiffres que je vais commenter à l'avenir, ce sont les résultats le 20 mai en soirée", a dit M. Lévesque, lundi, lors d'une rencontre avec les journalistes.

M. Lévesque a mis en lumière les contradictions entre les chiffres des différents sondages d'opinion rendus publics en fin de semaine.

Dans un sondage, mené pour le compte du journal Dimanche-Matin par l'Institut québécois de l'opinion publique — IQOP —, les partisans du "Oui" et ceux du "Non" se retrouvent nez à nez, tandis qu'un autre sondage, publié par le réseau anglais privé CTV, donne une forte avance de 14 pour cent au "Oui".

M. Lévesque a signalé que des sondages internes effectués par le Regroupement national pour le "Oui" donnaient des résultats situés à mi-chemin entre les deux autres sondages.

Ces sondages internes indiqueraient "une majorité éclatante" de Québécois francophones pour le

"Oui" et démontreraient une "augmentation encourageante" de partisans de la souveraineté-association chez les Québécois non-francophones. Le taux d'indécis est établi à 20 pour cent, selon M. Lévesque.

Trudeau

Par ailleurs, M. Lévesque a annoncé que le Regroupement national pour le "Oui" travaillait actuellement à une compilation du coût de la publicité que le gouvernement fédéral effectue à même les fonds publics pendant la période référendaire.

M. Lévesque a qualifié cette publicité "d'irresponsable" car elle constitue "une promotion du Canada en vantant le statu quo".

Parlant du premier ministre fédéral Pierre Elliott Trudeau, M. Lévesque l'a accusé de tromper l'opinion publique en laissant croire qu'un "Non" au référendum allait provoquer des changements constitutionnels.

"Ca fait douze ans qu'il est là et il n'a rien changé. Il commence à être usé", a-t-il dit.

Il a cité en exemples le spectaculaire revirement de M. Trudeau après l'élection de 1974 au sujet du contrôle des prix et des salaires, de même que le plus récent revirement

Il a mis en lumière les contradictions des sondages d'IQOP et de CTV

au sujet du prix du pétrole au lendemain du scrutin du 18 février.

Plus tard, M. Lévesque a rencontré un groupe de 200 débardeurs du port de Montréal qui lui ont présenté une pétition en faveur du "Oui".

Le premier ministre en a profité pour leur dire que les travailleurs du port de Montréal avaient d'excellentes raisons de voter "Oui", puisqu'ils "savent vraiment ce qu'est le système fédéral".

Il a souligné qu'Ottawa négligeait systématiquement le port de Montréal au profit des autres ports canadiens, comme le démontre la part de seulement 15 pour cent dépensée au Québec dans l'argent fédéral destiné

à l'amélioration portuaire au Canada.

M. Lévesque a également soutenu que l'an dernier, plus d'un million de tonnes de conteneurs avaient été transités ailleurs qu'à Montréal à cause de l'insuffisance des installations portuaires.

Cette négligence d'Ottawa a fait diminuer de 3.600 à 1.200 le nombre d'emplois dans le port de Montréal en dix ans, estime M. Lévesque.

Aujourd'hui mardi, M. Lévesque poursuit sa tournée référendaire à Montréal, puis il s'enverra à Sept-Îles où il tiendra une assemblée publique.

Ryan dans la Beauce

"Le fédéral synonyme de liberté"

SAINT-GEORGES DE BEAUCE (PC) — Le chef du camp du non, M. Claude Ryan, a adressé, lundi, une mise en garde aux Québécois qui seraient tentés de voter oui au référendum, avec l'intention de voter pour le Parti libéral lors des prochaines élections.

M. Ryan, qui a pris la parole devant plus de 200 personnes à Saint-Georges de Beauce, a déclaré qu'un oui à la souveraineté-association serait exploité à des fins électorales par le Parti québécois, laissant entendre qu'un oui nuirait aux chances du Parti libéral du Québec d'être porté au pouvoir.

Il n'y a qu'une seule façon de résoudre l'impasse actuelle, de dire le chef libéral, c'est de voter non et de rejeter le gouvernement actuel lors des prochaines élections.

Au cours de ce déjeuner populaire, le président des Québécois pour le non a affirmé que la campagne est définitivement engagée et que "les gens rentrent au bercail après s'être laissés prendre au piège du gouvernement".

Selon lui, le oui à un mandat de négocier a connu une baisse de 24 pour cent en un an, passant de 64 à 40 pour cent dans les sondages.

M. Ryan a expliqué à son auditoire que le système fédéral canadien a permis un extraordinaire épanouissement des libertés.

Ainsi, a-t-il dit, la constitution canadienne protège les citoyens du Québec lorsque le gouvernement veut étendre son emprise sur eux.

"Sous le genre de république du Québec qu'on nous propose, ce n'est pas garanti que ça ira aussi bien", de soutenir le président des Québécois pour le non.

Il a affirmé à ce chapitre que les ministres Yves Bérubé et Camille Laurin ne semblent pas particulièrement enclins à respecter l'indépendance des tribunaux.

M. Ryan s'en est également pris en termes sévères aux certificats que le premier ministre René Lévesque remet aux gens qui disent oui.

Il croit que ces "certificats de bonne conduite" constituent une pratique extrêmement dangereuse pour la démocratie parce qu'elle crée une catégorie de "meilleurs citoyens" respectueux de l'orthodoxie officielle.

Au cours d'une conférence de presse donnée au milieu de ses partisans, M. Ryan a noté que la campagne référendaire a donné lieu à des actes de vandalisme (vitres cassées, pneus crevés) et à de l'intimidation.

Il a précisé que ses organisateurs font l'objet de menaces un peu partout dans les comtés. Le chef libéral a rappelé la mutilation des panneaux publicitaires de Pro-Canada et l'incendie du comité du non à Chicoutimi.

Il faudra attendre le résultat des enquêtes en cours, de faire remarquer M. Ryan.



Le premier ministre René Lévesque lors de son arrivée au port de Montréal hier. A l'arrière plan, un monte-charge hisse un "conteneur" arborant la une affiche du OUI en l'honneur du visiteur.

Le Conseil de presse étudiera les plaintes sur l'information

QUEBEC (PC) — Le Conseil de presse du Québec créera un sous-comité spécial pour la durée de la campagne référendaire qui aura comme fonction d'étudier les plaintes sur l'information concernant le référendum.

Cette décision annoncée hier par le président de l'organisme, M. Aimé Gagné, intervient quelques jours à peine après que le chef du comité "Les Québécois pour le non", M. Claude Ryan, ait suggéré la mise sur pied d'un comité de surveillance de la presse pour la période référendaire.

M. Gagné a précisé que les jugements du sous-comité spécial du Conseil seraient rendus une semaine après réception des plaintes.

En temps normal, les plaintes concernant l'information qui sont portées devant le Conseil de presse sont étudiées par le Comité permanent des cas, composé d'un nombre égal de représentants du public, des organes de presse et des journalistes.

Les jugements qui sont parfois très élaborés, sont rendus dans des délais plus ou moins longs dépendamment de la nature des plaintes.

Le président du Conseil a cependant expliqué qu'à l'occasion du référendum, il importait que les jugements soient émis le plus rapidement possible. Certaines plaintes ont été portées et des accusations ont été lancées contre des journalistes ou contre des médias.

Le sous-comité spécial nouvellement formé, sera greffé au Comité

des cas et en suivra la procédure habituelle quoique de façon accélérée.

Il sera dirigé par l'actuel président du Comité permanent des cas, M. Jean Ouellette, et assurera lui aussi une représentation égalitaire du public, des médias et des journalistes.

"Ce qui importe, a dit M. Gagné en conclusion, c'est que le public soit pleinement protégé et que l'information que lui apportent les organes de

presse soit conforme aux faits et expose les différents éléments du débat sous leur éclairage véritable.

Le chef de l'opposition libérale à l'Assemblée nationale du Québec, M. Claude Ryan, avait accusé la presse de fournir une information biaisée et déséquilibrée sur le déroulement de la campagne référendaire.

Il avait suggéré, pour remédier à cette situation, la création d'un com-

ité de surveillance de la presse composée entre autres de représentants des deux points de vue qui s'affrontent dans le débat politique actuel.

Quelques jours avant cette suggestion de M. Ryan, le ministre des Postes à Ottawa, M. André Ouellet, s'en était pris violemment aux journalistes québécois qu'il avait entre autres accusés aux Communes d'être des "séparatistes".

"Advenant un OUI, le seul qui refusera de négocier sera Trudeau"

— Pierre Bourgault

QUEBEC (PC) — Advenant un "oui" au référendum, le seul qui se refusera à négocier avec le Québec sera Pierre Trudeau.

C'est ce qu'a déclaré hier l'indépendantiste Pierre Bourgault devant quelque 500 étudiants de l'université Laval dans le cadre d'une rencontre organisée par le mouvement étudiant pour le oui.

"Tous les sondages montrent que les Canadiens anglais croient qu'ils devront négocier si les Québécois disent oui au référendum".

Pierre Trudeau pour sa part continue à dire que "le Canada n'a aucun intérêt économique ou culturel à négocier avec le Québec".

"Si on n'a aucun intérêt en commun avec le Canada... qu'est-ce qu'on fait dans cette confédération là", s'est écrié M. Bourgault aux applaudissements de la foule. Celle-ci devait par ailleurs réserver une ovation debout au discours émpoigné du tribun.

Dans toute cette histoire de négociations, l'argumentation de Trudeau confondrait même un théologien jésu-

te a ajouté, cinglant, l'ancien ministre.

"Toutes les situations conflictuelles dans l'histoire de l'humanité se sont toujours terminées par une négociation. On a toujours négocié, avant, pendant ou après la guerre. Nous, nous proposons avant. Nous proposons un geste civilisé".

Heurtant au passage "l'intransigeance morale cadavérique" d'un Claude Ryan "qui s'entête à dire que ça va bien dans un Canada où sept provinces sur 10 reçoivent des péréquations à titre de provinces pauvres", M. Bourgault a violemment pris à parti l'argumentation des tenants du non.

"Selon la logique de Claude Ryan, plus ça va mal, plus il faut rester dans le Canada. Plus ça ira mal, plus les fédéralistes seront contents, plus ils pourront nous verser de l'assistance sociale", a-t-il soutenu.

Quant au sens à donner au référendum, selon Pierre Bourgault, quel qu'en soit le résultat, le vote du 20 mai donnera une direction sur laquelle il sera difficile de revenir par la suite.

La page éditoriale

Le projet de loi 105 et l'intérêt public

Pourquoi l'Union des municipalités du Québec s'objecterait-elle à ce que soit appliquée cette disposition du projet de loi 105 déposé par le ministre Guy Tardif qui veut que chaque membre d'un conseil de ville produise, dans les 60 jours qui suivent son élection, une déclaration écrite mentionnant les intérêts directs ou indirects qu'il détient dans les limites de la municipalité et dans le territoire de la corporation de comté, de la municipalité régionale de comté ou de la communauté urbaine ou régionale dont fait partie la municipalité qu'il représente? Il faut bien comprendre que la loi 105 n'obligera pas l'élu municipal à déposer un véritable bilan financier personnel et que l'existence et le contenu des comptes bancaires échapperont, tant s'en faut, au contrôle de la loi.

Cette intrusion quand même limitée dans la vie privée de l'élu municipal sert l'intérêt public qui souffrirait d'autre part de l'application de ce principe que défendra vraisemblablement l'Union des municipalités, d'obliger les maires et conseillers à produire un état de leurs intérêts financiers qui

serait accessible au seul président de la Commission municipale du Québec dans le cas d'une plainte par exemple. On peut se demander alors en quoi la démocratie municipale y gagnerait, puisque souvent le hasard seul dénoncerait une situation conflictuelle qui aurait autrement toutes les chances de se perpétuer.

On comprend bien la réticence du président de l'Union des municipalités du Québec et maire de la ville de Sherbrooke, Me Jacques O'Bready, et de ses pairs à dévoiler, à toutes fins pratiques, un aspect de leur vie privée. Aussi les intérêts financiers des élus municipaux ne devront-ils faire l'objet d'aucune publication distribuée en vrac parmi les contribuables. Mais ces dossiers devront être disponibles si l'on veut, accessibles et consultables surtout au moment de l'adjudication de contrats.

L'intérêt public emprunte souvent des chemins auxquels celui qui a choisi un métier public doit s'adapter sous peine de tomber en panne sèche.

Jacques Lafontaine

OPINION DES AUTRES

M. Trudeau et le référendum

Le premier ministre Trudeau entrera dans le débat sur le référendum du Québec à double titre. Tout d'abord, il parlera de la souveraineté-association "en tant que premier ministre du Canada", et plus tard il y participera "comme citoyen du Québec".

Les priorités de M. Trudeau sont peut-être justes, à ses yeux, mais les Canadiens hors du Québec se demandent vaguement si le premier ministre ne cherche pas à en faire trop.

M. Trudeau se préparerait-il, par hasard, à dire une chose aux Canadiens en général, et une autre aux Québécois? A mesure que les séparatistes du Québec se préparent avec soin à jouer cartes sur table, l'idée selon laquelle le Canada peut tout simplement être balkanisé sur l'ordre du Parti Québécois commence, tout incroyablement que ça paraît, à prendre corps.

Le premier ministre du Canada peut-il dire

aux Canadiens autre chose que d'affirmer que le gouvernement du Canada ne permettra pas à une province de se séparer? N'est-ce pas son devoir de préciser quels pouvoirs fédéraux il invoquera pour arrêter ceux qui posent une menace à notre sécurité nationale?

Et l'ayant fait, y a-t-il lieu pour lui de prendre part aux débats pré-référendaires à titre de "citoyen du Québec"?

Est-ce que le premier ministre ne pourrait pas également, une fois pour toutes, enterrer le mythe séparatiste selon lequel "rien ne serait vraiment changé", en disant aux péquistes et au peuple du Québec, bien clairement, que le partage des devises, de la propriété publique ou de quoi que ce soit qui appartient au Canada dans son ensemble n'est qu'une création de l'imagination péquiste?

Le ministre de l'Énergie, M. Marc Lalonde, n'a pas hésité à dire à l'Alberta qu'Ottawa em-

ploierait ses pouvoirs fédéraux pour forcer cette province à marcher droit dans les négociations sur le prix du pétrole. Pourquoi donc, alors que l'avenir du pays est menacé, est-on tellement hésitant à se montrer honnête avec les Québécois?

Quel que soit le résultat du référendum du Québec, la réponse du Canada doit être un "non" catégorique au séparatisme, un "non" appuyé par tout le pouvoir et toute l'autorité dont l'État est investi. Tant que cela n'aura pas été compris par tous, toute tentative de changement constitutionnel sera vaine.

Si jamais ce "non" devient matière à débat, c'est que nous serons tombés dans le piège adroit des séparatistes, et le Canada n'aura plus qu'à devenir une nation du passé — un nouveau Camelot qui se sera effrité parce que personne ne s'en sera vraiment préoccupé.

The Hamilton Spectator

L'opinion des Québécois demeure stable

Un sondage IQOP publié hier par Dimanche-Matin révèle qu'il y a moins d'un mois, la majorité de la population se prononçait en faveur populaire.

(...) Le mois dernier on attribuait à l'excellente performance de la députation péquiste durant le débat sur la question, à l'Assemblée nationale, le rattrapage du oui, cependant que l'impact de la campagne électorale fédérale expliquait largement, disait-on, la très haute cote obtenue par le non au début de février.

Comme le dernier sondage révèle un recul du oui de six points, il est plausible que le phénomène des "Yvette" y soit pour quelque chose quand on considère que les intentions de vote en faveur du oui chez les femmes ont dominé de près de dix points.

L'aspect le plus remarquable, peut-être, de ce sondage à part le re-

cul du oui (6,2 points) et du non (2,7 points) et l'accroissement des indécis, qui ont doublé en un mois, c'est le fait qu'un tiers de l'électorat n'a pas encore fait un choix définitif.

(...) Ces fluctuations subites d'une partie importante de l'opinion publique trahissent une certaine perplexité à l'égard de la démarche proposée par le gouvernement.

(...) Malgré leurs variations on décelait cependant une constante dans ces sondages: une volonté de changement, mais de préférence à l'intérieur du cadre fédéral canadien. Un des coauteurs du sondage, M. Grégoire Collin, constate à cet égard que les positions radicales constitutionnelles ont d'autant moins de chances d'être acceptées que le niveau de développement d'une société est élevé.

Ce qui explique pourquoi le gouvernement a

soumis une question portant sur une démarche pouvant conduire à la souveraineté-association, plutôt que pour obtenir un mandat de la réaliser, le radicalisme de ce projet ne pouvant être accepté dans l'état actuel de l'opinion québécoise.

Mais même si l'étape proposée se veut la moins risquée possible, voire une simple opération destinée dans un premier temps à donner au gouvernement un solide pouvoir de négociation, l'ambiguïté de la question, de la démarche et du discours suscite chez beaucoup la perplexité quant aux intentions réelles du gouvernement. En cela le premier ministre Lévesque est certainement le grand responsable, lui qui, en l'espace d'un an et demi au moins, s'est contredit plusieurs fois de façon flagrante.

MARCEL ADAM
LA PRESSE



DOCUMENT

Beyrouth: le Hong-Kong du Moyen Orient

par Henri Naamrachi
BEYROUTH (AFP)

— On dit souvent que le Liban existe grâce à ses touristes et à ses banques. Après deux années d'une guerre civile (1975-1976) qui a ravagé le pays les touristes se sont faits beaucoup plus rares mais les affaires des banques libanaises n'ont jamais été aussi prospères. Il s'agit là d'un véritable phénomène prouvant en tout cas que Beyrouth a su conserver relativement bien, et dans des circonstances souvent difficiles, sa réputation de "Hong-Kong du Moyen Orient".

Ce qui a le plus contribué à la "survie" de Beyrouth comme important centre d'affaires est sans aucun doute la confiance à toute épreuve dont ont fait preuve les Libanais dans leur système bancaire. Ainsi, au plus fort de la guerre civile et alors que de nombreuses banques étaient dévalisées, d'autres, situées en dehors de la zone des combats, continuaient à opérer normalement et même à recevoir de nouveaux dépôts...

Certes, de nombreux capitaux ont provisoirement quitté le pays pour des refuges plus sûrs à l'étranger mais, une fois la guerre terminée, tous ou presque ont été rapatriés. Les banques libanaises ont même vu le montant total de leurs dépôts (à vue et à terme) plus que doubler depuis la fin de la guerre.

Par ailleurs, on estime à environ 1,2 milliard de dollars le montant des transferts annuels effectués par les émigrés libanais dans un grand nombre de pays du Golfe. Parmi les autres raisons qui expliquent la bonne tenue de la place de Beyrouth, on peut citer la très forte couverture-or de la livre libanaise, l'une des plus élevées au monde (plus de cent pour cent de couverture) et les excédents souvent enregistrés par la balance des paiements libanaise (en dépit du fait que la balance commerciale est pour sa part fortement déficitaire). Ces deux facteurs expliquent, par ailleurs, que la dévaluation de la livre libanaise n'ait pas été

considérable (30% environ), malgré la guerre.

Si plusieurs banques étrangères ont provisoirement transféré leurs bureaux régionaux de Beyrouth dans d'autres capitales de la région, aucune d'entre elles n'a encore décidé définitivement de les fermer et, sur le plan local, nombreuses sont celles qui ont repris leurs opérations. En fait, de toutes les banques étrangères qui se sont installées à l'étranger à cause de la situation au Liban, aucune n'a réussi à retrouver les "facilités" offertes par la place de Beyrouth.

En effet, la législation libanaise, très libérale en la matière, permet aux banques d'opérer de façon presque similaire aux places jouissant d'un statut "off shore". Ainsi la loi sur le "secret bancaire" qui interdit de révéler à quiconque, y compris le fisc, les noms des titulaires de comptes et le montant de leurs avoirs, la liberté des changes, le régime de taxation favorable, les facilités de communication, le libre mouvement des capitaux, offrent une "structure" qu'on chercherait en vain dans d'autres capitales de la région, à l'exception de Bahrein.

Le nombre des banques constitue à lui seul tout un programme. Il en existe 81 au Liban dont 75 commerciales. Parmi ces dernières, trente-deux sont entièrement libanaises, 26 sont libanaises sous contrôle étranger (arabe et non arabe) et dix-sept sont à cent pour cent étrangères. Après la guerre, 177 nouvelles agences ont, en outre, été ouvertes dans le pays pour suivre la redistribution de la population et le déplacement des centres d'affaires.

Parallèlement, à la faveur de la guerre, de nombreuses banques libanaises, estimées à une quinzaine, ont ouvert des succursales en Europe, notamment à Paris (suivant l'exil de leurs clients...), preuve de leur dynamisme et de leur extraordinaire capacité d'adaptation.

Aujourd'hui, la très forte expansion du secteur bancaire (12

nouvelles banques ont été créées à Beyrouth depuis la réouverture officielle des banques en 1977) commence même à inquiéter les milieux officiels et financiers libanais. Pour décourager l'inflation et surtout la spéculation devenue depuis la guerre la principale activité des banques (spéculations monétaires et immobilières), la Banque centrale a récemment émis une série de réglementations qui limitent les crédits, provoquant ainsi une "crise de liquidités" pour les secteurs productifs, telle l'industrie. Malgré cela, l'argent n'est toujours pas cher à Beyrouth comparé aux taux pratiqués dans les places occidentales.

Mais l'on ne peut nier qu'en dépit de ce bilan positif, la période de guerre n'ait quelque peu modifié la situation de la place financière de Beyrouth par rapport à celles de la région du Golfe. Les banques installées au Liban ont joué, à partir de 1973, un rôle important sur le plan régional, notamment dans le recyclage des pétrodollars et c'est précisément cette activité qui a été la plus affectée depuis le déclenchement de la guerre au Liban.

L'émirat de Bahrein a été le principal bénéficiaire de cette situation. Les deux premières banques "off shore" (la "City Bank" et la "Algemeine Bank") ont ouvert à Bahrein en 1975. Depuis le nombre des banques "off shore" a été porté à 51 et leurs avoirs atteignaient, en juillet 1979, 24,5 milliards de dollars.

La guerre au Liban n'est pas cependant directement responsable du "recul" de la place de Beyrouth sur le marché financier arabe et international. Les émirats et hommes d'affaires du Golfe ont certes appris à gérer à partir de chez eux ou de l'Europe leurs surplus pétroliers et leurs fortunes. Les tristes événements du Liban n'ont fait qu'accélérer un processus prévisible mais il est de toute manière trop tôt de parler de la fin de Beyrouth comme courtier des riches États pétroliers. L'avenir peut encore réserver des surprises.

OPINION DES LECTEURS

Qu'est-ce que le féminisme?

Féminisme. Ce mot fait peur à beaucoup de femmes. D'une certaine manière, on ne peut pas le blâmer car ce mot a été basculé de tous les côtés. Même dans les mouvements féministes, on a de la difficulté à s'entendre sur la définition du féminisme. Pour certaines c'est le renversement du pouvoir des hommes par les femmes. Celles qui pensent ainsi sont appelées les féministes radicales. Tandis que les autres femmes qui forment la majorité veulent lutter pour obtenir leurs droits auxquels elles ont droit. Premièrement en tant que personne humaine et deuxièmement en tant que femme; le but de leurs luttes est d'en arriver à l'égalité des deux sexes.

Si on prend la définition du dictionnaire, elle se lit comme suit: "Tendance à améliorer la situation de la femme dans la société, à étendre ses droits, etc..."

Donc on peut constater que le mouvement féministe "ne mange personne", au contraire ce mouvement travaille pour une bonne cause c'est-à-dire l'amélioration de la condition de la femme dans notre société (travail égalitaire égal, garderies universelles etc...).

La base essentielle du mouvement féministe est axée sur le vécu quotidien des femmes. Il ne s'agit pas d'idéologies que certain-

nes féministes radicales défendent: "C'est en renversant le pouvoir des hommes par les femmes que nous allons changer la condition féminine." Car ce n'est pas en renversant le pouvoir des hommes par les femmes que nous allons améliorer la condition des femmes mais plutôt en conscientisant les femmes et les hommes sur le vécu quotidien que vit chaque femme. Tout cela dans un seul but, soit l'égalité des deux sexes. Sinon comment voulez-vous avoir une égalité entre les deux sexes?

Donc, si tous les mouvements féministes luttaient à partir du vécu quotidien des femmes, les luttes pour leurs revendications telles que le choix d'avoir ou non des enfants, les méthodes contraceptives libres et gratuites, les garderies universelles, l'avortement sur demande et l'accessibilité au travail amèneraient une mobilisation plus solidaire entre les femmes.

Nous croyons que la solidarité des femmes existera quand tous les mouvements féministes arriveront à se parler et à se donner une définition commune du féminisme, car au fond tous les mouvements féministes ont beaucoup de points en commun.

Marie-Lynn Fournier
Sylvie Langlois
stagiaires en
Assistance sociale
à la Maison des femmes
Sherbrooke

On nous tond comme des moutons

Considérant que le Québec ne peut rien faire sans la permission d'Ottawa et avant voyagé et travaillé dans la région des Rocheuses et en Ontario, je peux dire en toute connaissance de cause que le Canada n'a absolument rien pour intéresser les "french peas" et les "frogs" que nous sommes pour les Canadiens-anglais.

Un ami anglophone, qui ne connaît pas l'hypocrisie, me demandait: "Quand allez-vous décider d'être maîtres chez vous? Ne comptez pas sur nous. Nous ne vous aiderons jamais à le faire. Si nous, anglopho-

nes du Canada, avions-été à votre place au Québec, nous serions maîtres chez nous depuis au moins 30 ans. Nous, personne ne nous marcherait sur les pieds. Continuons à marcher à quatre pattes et vous allez vous faire tondre comme des moutons. On vous tond la laine sur le dos depuis 100 ans et vous ne faites rien."

Moi je voterai "oui" au référendum et mille fois "non" au livre blème de Claude Ryan qui nous reculerait de 20 ans.

Gaston Bergerac
Cookshire

L'utopique paradis péquiste

Debout, enfants de la patrie!... Le jour de gloire s'en vient... Préparez-vous à célébrer dans la joie ce beau pays du Québec que nous promet, avec des tremolos dans la voix, notre GRAND ROI RENE? en retour de nos "oui".

Des neuf autres petites provinces négligeables — puisqu'elles sont surtout peuplées d'Anglais — les chefs de gouvernement viendront solliciter l'insigne honneur de conclure une association avec notre gouvernement péquiste triomphant, association dont tous les termes, conditions et prérequis auront été fixés par lui... c'est-à-dire par M. Lévesque.

C'est un bâtisseur d'empires, notre chef, à n'en pas douter. Il est d'ailleurs fortement appuyé par ses lieutenants qui, eux aussi, excellent dans l'art suprême d'aplatir l'adversaire (ou celui qui ne pense pas comme eux). Après tout, pour bâtir le royaume des béatitudes qu'on veut instaurer au Québec, tous les moyens sont bons.

Il est grand temps qu'on détruise, en votant "oui", ce Canada ou nous sommes si malheureux, si affamés, si mal vêtus, si méprisés, et qu'on le refasse à neuf, sur des bases façonnées par l'imagination de nos génies péquistes et édifiées dans les nuages.

leurs, n'est-ce pas une abomination?...

Songez aussi que le salaire minimum au Québec n'est rien qu'un peu supérieur à celui des autres provinces et des États-Unis! Les enseignants sont même obligés d'enseigner pendant à peu près la moitié de l'année, alors que le quart de l'année leur conviendrait mieux au même salaire annuel.

Tout ça, c'est la faute du fédéral. Si nous n'avions pas été une province injustement traitée, volée et exploitée par le fédéral, nous aurions pu faire beaucoup mieux.

Nous n'avons qu'à lire l'histoire réinventée et appâtée à la sauce péquiste pour apercevoir les montagnes d'injustice, de mauvais traitements et de frustrations que nous avons subies aux mains des anglophones pour nous convaincre qu'il est temps qu'on les fasse payer, dent pour dent, oeil pour oeil.

"Debout, enfants de la patrie!... Proclamons notre indépendance et détruisons-le, ce pays, avec nos "oui".

Allonsy, mes amis... Votons "oui" des deux mains et détruisons-le ce Canada qui nous opprime et nous oppresse. Demain, nous habiterons cette terre bénie où couleront à flot le lait et le miel, cette terre promise par M. Lévesque.

A moins qu'il ne rate son coup et que la terre heureuse et fortunée de son imagination ne devienne une autre Irlande, ou une terre dont les habitants mangeront de la vache enragée.

Eva Sénécal-Cole

Le débat...en bref

Broadbent: le 1er à parler

OTTAWA (PC) — Le chef du Nouveau Parti Démocratique, M. Edward Broadbent, sera le premier des trois chefs de parti fédéraux à s'adresser à un auditoire québécois durant la campagne référendaire.

Il doit participer à un congrès syndical jeudi à Montréal et parlera du référendum.

On ne connaît pas encore les projets de MM. Trudeau et Clark; on ne les attend pas au Québec avant la semaine prochaine.

Des "Palestiniens" ontariens

OTTAWA (PC) — Les Franco-Ontariens deviendront "les Palestiniens de l'Amérique du Nord, les sans-foyer", si le Québec devient indépendant, a déclaré mardi M. Jean-Robert Gauthier, député libéral d'Ottawa-Vanier, en participant au débat sur le discours du Trône.

"C'est une menace qui nous hante", a-t-il ajouté. Il a précisé que sa défense du fédéralisme était rendue difficile par l'absence de droits pour les francophones hors du Québec.

"Comme il serait plus facile de défendre le fédéralisme en Ontario si les deux langues officielles de mon pays y étaient reconnues, ce qui n'est pas le cas."

Le vote...en 10 langues

QUÉBEC (PC) — Le bulletin de vote du référendum sera imprimé en 10 langues, a-t-on appris du Directeur général des élections du Québec, Me Pierre-F. Côté.

En plus des versions française et anglaise, l'électeur amérindien ou inuit y trouvera une traduction dans la langue de la majorité autochtone du lieu.

Il s'agit là d'un précédent au Québec que Me Côté qualifie d'"assez extraordinaire".

Il y voit enfin la reconnaissance des droits fondamentaux des premiers habitants du pays.

Me Côté rappelle également cette récente modification apportée à la Loi électorale du Québec qui permet d'exprimer le vote par l'un des quatre signes différents, un "x", une croix, une coche ou un trait.

Les Jeux: le rapport retardé

MONTREAL (PC) — Le juge Albert Malouf, de la Cour supérieure, a décidé de reporter la publication de son rapport sur les coûts des Jeux olympiques de 1976 au 30 mai, soit 10 jours après la tenue du référendum sur la souveraineté-association.

Dans un communiqué émis lundi, le magistrat indique que la coutume veut qu'aucune décision d'un tribunal ne survienne à un moment où elle pourrait influencer le résultat d'une consultation populaire.

Les Inuits s'abstiendront

GEORGE RIVER, Qué. (PC) — Selon les représentants des 5.500 Inuit qui habitent le nord du Québec, les indigènes ne prendront pas part au référendum québécois sur la souveraineté-association. Par contre, ils tiendront leur propre référendum six jours plus tôt.

Les délégués à l'assemblée annuelle de la Makivik Corporation — l'association qui représente 13 des 15 communautés inuit — ont décidé à l'unanimité de s'abstenir au référendum, déclarent les porte-parole de la Corporation, dans un communiqué de presse.

Les Inuit — ex-Esquimaux — estiment que leur statut comme peuple indigène leur confère le droit d'être représentés dans toute négociation sur la réforme constitutionnelle.

Le but du référendum distinct que les Inuit comptent tenir le 14 mai, est de manifester leur solidarité avec la Corporation et confirmer son mandat de les représenter dans les négociations constitutionnelles avec le gouvernement fédéral et ceux des provinces.

...dans la région

Le NON lancé dans Johnson

ACTON VALE — C'est en présence d'une centaine de personnes venues de tous les coins de la région que s'est amorcée le lancement de la campagne du NON pour le comté de Johnson, sous la présidence du maire d'Acton Vale, M. Roger Labrègue.

Dans son allocution, le maire Labrègue a qualifié la question référendaire de "dangereuse et d'insidieuse". Comme tous les tenants du NON, M. Labrègue a insisté pour que les gens comprennent bien que c'est "l'Indépendance que les péquistes demandent, la souveraineté et l'association étant, selon M. Labrègue, des notions incompatibles."

...et le OUI dans Orford

MAGOG (Isp) — C'est en se disant convaincu de la nécessité pour les Québécois de prendre au plus tôt leurs affaires en main que le président du comité du Regroupement pour le OUI du comté d'Orford, M. Jean-Louis Langlois, a ouvert officiellement la campagne référendaire dans ce comté de l'Estrie.

Cet homme d'affaires de Magog voit une analogie entre la position de ceux qui se sont jadis opposés à la nationalisation de l'électricité et celle de ceux qui, aujourd'hui, s'élèvent contre la souveraineté-association.

Il a également été possible d'apprendre que le premier Levesque (7 mai) et les ministres Parizeau et Johnson sont attendus prochainement dans le comté.

Un choix: annuler le vote

THETFORD MINES (PS) — Parce que le statu quo défendu par les libéraux et le projet souveraineté-association du PQ ne répondent ni l'un ni l'autre aux besoins des travailleurs et du peuple, le parti communiste ouvrier (PCO) recommande aux Québécois d'annuler leur vote lors du référendum qui se tiendra le 20 mai.

Le candidat du PCO dans Frontenac, lors de la dernière élection fédérale, Hugues Gilbert, soutient que la question est piégée et que la loi 92 est antidémocratique du fait qu'elle empêche tout véritable débat sur l'avenir du Québec.

M. Gilbert affirme que l'option de M. Claude Ryan est oppressive en refusant de reconnaître le Québec comme une nation et encore moins son droit à l'autodétermination. Toutefois, dit-il, le projet du PQ va carrément à l'encontre des intérêts des travailleurs et du peuple québécois.

Le maire Noël...indécis

WINDSOR — Le maire de la ville de Windsor, M. Marcel Noël, a indiqué qu'il ne se prononcera pas dans le débat référendaire présentement en cours. Selon lui, le maire se doit de respecter l'opinion de tous les contribuables et ce n'est pas son rôle de dire quelle option il appuie car il n'a pas reçu de mandat à cet effet.

M. Noël a refusé maintes invitations en particulier du comité pour le non.

Enfin, le maire de Windsor a dit qu'il fallait le considérer dans les rangs des indécis n'ayant pas encore pris sa décision finale.

5000 femmes réunies à Sherbrooke pour le NON

par Gilles Fisette
SHERBROOKE — "Le Oui, c'est ce que l'on fait dire aux enfants. Nous, les mères de famille, on connaît ça. Dans cette histoire, on nous prend pour des enfants...des enfants terribles."

Pour la sénatrice Thérèse Casgrain, comme pour les sept autres oratrices venues rencontrer les 4.000, 4.500, estiment menacés. Au cours de cette soirée de faire mentir la presse qui estimait que le mouvement des "Yvette"

• "Le OUI, c'est ce que l'on fait dire aux enfants. Nous les mères de famille on connaît ça"

5.000 "Québécoises pour le Non" réunies hier soir, au Manège militaire (comme elles étaient 13.000, 14.000, 15.000 au Forum, il n'y a pas si longtemps), il y a de multiples raisons de s'opposer au "piège à ours" que constitue le référendum.

Mais celle qui fait l'unanimité de ces femmes venues de tous les cantons, demeure celle de se réunir pour défendre le Canada mais aussi, et surtout, leur foyer où l'on s'est réjoui et leur enfant qu'elles

te" était en nette perte de vitesse et que seules auraient lieu "quelques assemblées à prédominance féminine". On s'est bien gardé de prononcer le mot "Yvette".

Seule Mme Madeleine Ryan devait rapidement l'employer une seule fois pour ajouter aussitôt que les femmes se réunissent en dehors d'un parti politique contrairement au Oui et qu'elles feront en sorte de montrer à leurs adversaires qu'ils avaient



Venues d'un peu partout et d'aussi loin que Lac-Mégantic ou North Hatley, les femmes ont envahi pacifiquement le Manège militaire afin d'y entendre huit représentantes du Non.

sous-estimé deux choses: les femmes ont un attachement (en anglais, elle y joint le mot amour) profond envers leur pays, le Canada; on a mésestimé la détermination des femmes à conviction fédéraliste.

Tandis que Thérèse Casgrain affirmait qu'il était inutile d'énumérer les raisons personnelles

qui l'amène à voter négativement à la Question, Madeleine Ryan en énumérait quelques unes. Ainsi, cette femme qui a étudié à l'école normale Marguerite Bourgeoise, de Sherbrooke, votera Non car, fille de marchand, elle est réfractaire à de nouvelles frontières.

Elle votera aussi dans ce sens parce

qu'une paroisse fondée par son ancêtre Jean Guay est située en Ontario et parce que son village d'origine, St-Isidore de Dorchester, est francophone à 99.999 pour cent et qu'elle n'a jamais eu peur de perdre son identité.

Les autres oratrices ont également, par leur témoignage, soulevé les applaudissements et les

Non rythmés d'une foule enthousiaste, bruyante mais attentive. Elles s'appelaient Monique Tremblay, Vilna Sutherland (une Québécoise demeurant depuis plus de vingt ans au Kentucky), Céline Payette ("la bonne Payette"), Hélène Ouellette, Joan Dorothy et une jeune étudiante de Bishop.

TOUTE BANQUE CANADIENNE

N°1, RUE PRINCIPALE, TOUTE VILLE, CANADA, AVEC DES SUCCURSALES D'UN OcéAN À L'AUTRE. 000-000-0000

POUR L'ANNÉE 1980

PAYEZ À L'ORDRE DE **** UNE FAMILLE CANADIENNE ****

\$1,000 **** 00

LA SOMME DE

C. M. Martin
GÉRANT

L'industrie des pâtes et papiers du Canada

1234 567 890

Les exportations de l'industrie des pâtes et papiers rapportent plus au Canada que toute autre industrie—environ \$1 000 par famille par an.

De l'argent dans vos poches

En 1979, le Canada a vendu dans le monde pour environ six milliards de dollars de pâtes et de papiers, dont 4 milliards aux États-Unis.

L'injection de ces capitaux stimule l'économie canadienne et



Les exportations—de pâtes et de papiers en grande partie—contribuent à maintenir le niveau de vie élevé des Canadiens.

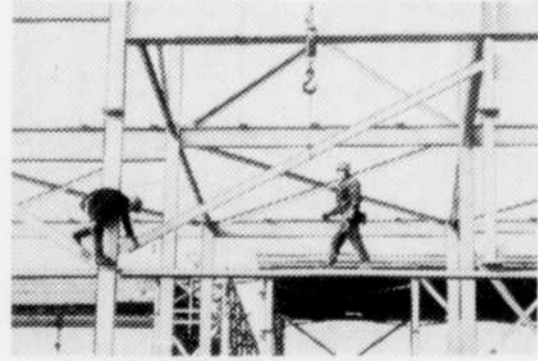
affecte positivement le niveau de vie de chaque famille canadienne. Six milliards de dollars représentent environ \$1 000 par an par famille canadienne.

Cet argent sert à payer les salaires, les services, l'équipement, les fournitures et les impôts de l'industrie. Toutes les régions du pays en profitent. A titre d'exemple, saviez-vous qu'au Canada, un emploi sur dix dépend de nos forêts?

Aucune autre industrie — minière, agricole ou pétrolière — ne

contribue autant que celle des pâtes et papiers à la balance de nos paiements face à nos importations.

Le marché étranger ne nous attend d'ailleurs pas les bras ouverts. D'autres pays s'acharnent sur nos clients, des pays où les arbres croissent rapidement, où les usines sont des plus modernes, où les capitaux sont facilement accessibles.



Les profits sont réinvestis dans l'expansion des usines et la modernisation de l'équipement afin de rendre l'industrie plus concurrentielle à l'échelle internationale.

Pour faire face à cette concurrence, le Canada doit développer des méthodes plus efficaces de récolter les arbres et se doter d'équipement de production plus perfectionné.

Une récente hausse des profits a permis à l'industrie d'investir davantage pour accroître la productivité, contrôler l'utilisation énergétique et améliorer l'impact écologique de ses activités. L'année

dernière, des améliorations de toute sorte lui ont coûté plus d'un milliard de dollars.



La concurrence: jeune mais vive. Cet arbre de la Georgie n'a que 18 ans. Il sera néanmoins prêt pour la récolte d'ici peu. Au Canada, il faut 50 ans avant qu'un arbre n'atteigne cette taille. Cependant, une bonne gestion forestière peut accélérer la croissance, améliorant ainsi le rendement de la forêt.

Quand l'industrie des pâtes et papiers est prospère, tous les Canadiens en profitent, directement ou indirectement. Pour obtenir notre brochure détaillée intitulée "CROISSANCE", écrivez à: Service des communications, Association canadienne des producteurs de pâtes et papiers, Division P2, 2300 Immeuble Sun Life, Montréal, Québec H3B 2X9.

L'industrie des pâtes et papiers du Canada

La finance

Demande d'acier s'aggrave cette année en raison de taux d'intérêt beaucoup trop élevés

TORONTO (PC) — La demande d'acier ne devrait pas s'accroître cette année en raison des taux d'intérêt élevés qui vont ralentir les dépenses d'investissement, de la réorganisation de l'industrie automobile et des sombres perspectives concernant la mise en chantier du tronçon canadien du gazoduc alaskan.

Telles sont les prévisions dont a fait part M. Peter Gordon, président du conseil de Stelco, aux actionnaires de la société réunis lundi.

Cependant, at-il fait remarquer, si la sidérurgie canadienne parvenait à maintenir des prix concurrentiels, elle serait alors en

bonne position pour compenser tout fléchissement de la demande en révisant ses importations ou en recourant à des exportations sélectives.

La perspective au-delà de l'horizon 1980 est bonne, a dit M. Gordon. Une pénurie mondiale d'acier se produirait probablement vers le

milieu de la décennie, à la suite d'une reprise de la demande et de l'absence d'une capacité de production supplémentaire de l'industrie sidérurgique dans le monde.

M. Gordon estime que la nécessité pour notre pays de développer ses ressources énergétiques sera une

bonne chose pour nos aciéries, mais le prix de notre pétrole ne devrait pas être inférieur au prix mondial.

Il calcule que la subvention actuelle aux consommateurs de pétrole chiffre \$61 millions par jour, montant élevé qui, selon lui, ne se justifie pas.

M. Gordon a annoncé que l'on procédera la semaine prochaine à la première coulée d'acier aux installations de la compagnie à Nanticoke, en Ontario, les seules dont le procédé est amélioré à l'heure actuelle dans le monde.

Si la demande actuelle du marché se maintient, les nouvelles installations

produiront 550.000 tonnes de bennes durant la première année.

Les actionnaires ont approuvé le changement de raison sociale de l'entreprise en celui de Stelco Inc., afin de se conformer aux dispositions de la loi 101 au Québec.

TORONTO

TORONTO (PC) — La Bourse de Toronto a enregistré une forte baisse, lundi. L'indice composé clôture en recul de 22,56 points à 1784,48. Tous les secteurs du marché ont battu en retraite et les acheteurs ont abandonné le plus de terrain.


A l'issue de la séance on dénombre 139 valeurs en hausse, 309 en baisse et 177 stables. On signale une faible activité: 3,47 millions d'actions échangées, d'une valeur globale de \$36 millions.

| | | | | |
|---------|-------|------|------|-----|
| AGF | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Ackland | 2400 | 14 | 14 | -10 |
| Ackland | 2400 | 14 | 14 | -10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |
| Adri | 17436 | 1818 | 1818 | +10 |

| | | | | |
|----------|------|----|----|----|
| Matchan | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |
| McIntyre | 3500 | 57 | 57 | -1 |

| | | | | |
|----------|-----|----|----|-----|
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |
| Triacorp | 138 | 30 | 30 | +10 |

Nomination Crown



M. Serge Pratte

M. J.J. Lavallée, gérant de l'agence des Cantons de l'est, est heureux d'annoncer la nomination de M. Serge Pratte, comme représentant de la compagnie d'assurance-vie Crown Life pour Sherbrooke et région. Le bureau de M. Pratte est situé au 2727 King ouest, Sherbrooke. Tél.: 569-5526.

| | | | | |
|------|------|-----|-----|----|
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |

| | | | | |
|----------|------|-----|-----|----|
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |

| | | | | |
|----------|------|-----|-----|----|
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |

LOCAL COMMERCIAL A LOUER

QUARTIER EST A SHERBROOKE

Idéal pour bureaux, 2e étage, 1810 p.c., air climatisé, neuf, peut être divisé au gré du locataire.

INFORMATIONS: 563-4736

| | | | | |
|------|------|-----|-----|----|
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Alum | 1000 | 355 | 355 | +5 |

| | | | | |
|----------|------|-----|-----|----|
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |

| | | | | |
|----------|------|-----|-----|----|
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |
| Montreal | 1000 | 355 | 355 | +5 |

DÉPÔT À TERME

***CERTIFICAT DE PLACEMENT GARANTI (sans frais)**

Jusqu'à 1 an

(Sujet à changement sans préavis)

Intérêt payé à échéance.

D'autres taux intéressants aussi à votre disposition. Consultez votre représentant ou téléphonez.

Actif: \$67.000.000

CAISSE D'ENTRAIDE ÉCONOMIQUE DE SHERBROOKE

2727 ouest, rue King, suite 100, Sherbrooke J1L 1C2

Tél.: (819) 566-6212

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance dépot du Québec

La Solidarité

Chez nous, on a choisi « La Solidarité », une compagnie québécoise d'assurance-vie. Saiziez-vous que, depuis toujours, « La Solidarité » réinvestit ses actifs dans l'économie du Québec.

Pour moi, ça c'est important quand on veut que notre argent travaille pour nous autres.

BUREAU RÉGIONAL

31 ouest, rue King Sherbrooke J1N 1N5

Téléphone: 819-569-5533

La Solidarité

Compagnie québécoise d'assurances sur la vie

Amos Beauceville-Chicoutimi-Laval-Longueuil-Québec-Rimouski-Rivière-du-Loup-Sherbrooke

FONDS MUTUELS

IGF Group
Amer Grwth 6.61
Can Grwth 7.79
Cdn Sec Grth 8.85
Cdn Trst 4.02
Corp Inv 6.94
Corp Inv Stk 10.56
Grwth Equity 17.70
Japan 13.08
MMF 14.61p10.00
Option Equity 4.47
Special 7.24

Bolton Tremblay
Cda Cumul 10.04
Income Fund 9.33
Internatnl 8.81
Pld Resources 9.89
Taurus 11.06

Calvin Bullock Gr
Acrofund 1.92
Banner Fnd 7.72
CIF 5.47
CIF Income 10.07

Central Group
YCam Grwth 7.04
YCompund 6.98
YDivid 7.52
YFund 4.99
YIntl Energy 2.81
YIntl Grwth 4.78
YIntl Income 3.69
YNat Res Grwth 5.27
YNorth Epy 5.36
YRevew Ech 14.18

CSA Mgmt Gr
Goldfund 11.84
Goldtrst 4.76

Confed Group
Dolphin Eqly 5.98
YDolphin Mgt 4.71

Cundill Group
YSecurity 8.85
Value 6.33

Dynamic Group
YDyn Amer 4.78
YDyn Fund 13.14
YDyn Income 5.49

Easton-Bay Group
Commwth 18.36
Dividend 4.76
Growth 6.16
Income 3.76
Internatnl 5.82
Viking 7.79

Guaranty Trust Gr
YIntl Equity 11.54
YIntl Income 6.39
YMortgage 9.32

Guardian Group
Enterprise 1.33
GIS Income 4.72
YGrwth Fnd 17.87
North Amer 4.91
Mutual Acu 6.15
World Equity 5.51

Investors Group
YBond 4.39
YDividend 7.39
YGrowth 15.84
YInternatnl 8.34
YJapan 8.66
YMortgage 4.44
YMutual 4.89
YProvid Stk 8.34
YRetiremnt 9.94
YJonesHewd 33.92

Principal Gr
YCollective 10.42
YGrwth 6.29
YVenture 5.40
YBond 2.81

Prudential Gr
Growth 8.68
Income 4.57
YSask Dev Fd 4.20

Scotiabank Gr
Scotiabank 1.41
Templeton Mgt 9.56

United Bond Share
RoyFund 10.22
RoyFund Inc 4.76

Universal Group
Equity 14.01
Income 4.23
Internatnl 4.27
Resource 7.73

TAUX DES MONNAIES

MONTREAL (PC) — Le dollar américain a clôturé, lundi, en baisse de 3-100 et cotait \$1.1829 face à la devise canadienne. La livre sterling finit en hausse de 2-325 à \$2.6503. A New York, le dollar canadien a gagné 1-50 à \$0.8454 et la livre 2-1-10 à \$2.2430.

METALX

PARIS (PC) — Cours de clôture de l'or, en devises américaines, sur les principaux marchés mondiaux avec, entre parenthèses, les cours de la journée précédente: Londres \$492.00 (\$511.00); Paris \$524.04 (\$525.49); Francfort \$509.03 (\$514.03); Zurich \$500.25 (\$515.50); Hong Kong congé (\$511.35).

TORONTO (PC) — Handy and Harman of Canada Ltd cotait l'argent-métal, lundi, à \$15.491 l'once de troyes et \$498.04 le kilo, en regard de \$16.827 l'once et \$540.99 le kg la veille.

Ces cours sont en dollars canadiens.

BESTIAUX

MONTREAL (PC) — Les arrivages au marché aux bestiaux de Montréal lundi comprenaient 337 bovins et 671 veaux. L'insuffisance de bouillons et de génisses n'a pas permis de faire un prix pour ces animaux.

Les prix s'établissaient ainsi:

Vaches: D1, D2, \$53-57, avec un max de \$58.25; D3, \$49-53.57; D5, \$44-49.25.

Taureaux: \$62-74.75.

Veaux: animaux de choix et bons animaux: \$85-105, avec un max de \$122; moyens: \$75-85; communs: \$50-70.

Veaux de remplacement: bons: \$100-115, avec un max de \$120; moyens et communs: \$80-96.

Prix moyen du porc ontarien, la semaine dernière: \$45.63.

BÉNÉFICES NETS

Alcan Aluminium Ltd, trimestre clos le 31 mars: 1980, \$148,400,000, \$1.83 par action; 1979, \$96,700,000, \$1.19.

Budd Canada Inc., semestre clos le 31 mars: 1980, \$2,364,000, 65 cents par action; 1979, \$6,917,000, \$1.92.

Balco Industries Ltd, trimestre clos le 29 fév.: 1980, \$711,159, 34 cents par action; 1979, \$1,950,000, 97 cents.

Canadian Realty Investors, trimestre clos le 31 mars: 1980, \$317,543, 10 cents par action; 1979, \$671,205, 22 cents.

Chromasco Ltd, exercice clos le 31 déc.: 1979, \$1,757,000, perte, aucun chiffre par action; 1978, \$3,622,000, perte.

Consumers Distributing Co. Ltd, 52 semaines closes le 2 fév.: 1980, \$9,531,000, \$1.32 par action; 1979, \$12,142,000, \$2.11.

Fruehauf Canada Inc., trimestre clos le 31 mars: 1980, \$1,563,000, 58 cents par action; 1979, \$1,433,000, 58 cents.

ITL Industries Ltd, trimestre clos le 20 fév.: 1980, \$216,000, 11 cents par action; 1979, \$458,000, 26 cents.

Laidlaw Transportation Ltd, semestre clos le 29 fév.: 1980, \$5,736,048, 43 cents par action; 1979, \$3,823,211, 33 cents.

Loblaws Companies Ltd, 12 semaines closes le 22 mars: 1980, \$5,179,000, 11 cents par action; 1979, \$2,952,000, sept cents.

Melcor Developments Ltd, exercice clos le 31 déc.: 1979, \$7,700,000, \$2.80 par action; 1978, \$5,300,000, \$1.93.

Noma Industries Ltd, exercice clos le 31 déc.: 1979, \$3,158,000, \$3.10 par action; 1978, \$2,236,000, \$2.20.

PCL Industries Ltd, trimestre clos le 31 mars: 1980, \$95,000, 6.8 cents par action; 1979, \$217,000, 21 cents.

Pamour Porcupine Mines Ltd, trimestre clos le 31 mars: 1980, \$3,790,000, 54 cents par action; 1979, \$1,593,000, 22.8 cents.

Robinson, Little and Co. Ltd, exercice clos le 31 déc.: 1979, \$904,080, 67 cents par action; 1978, \$529,516, 39 cents.

Sheritt Gordon Mines Ltd, trimestre clos le 31 mars: 1980, \$10,926,000, 85 cents par action; 1979, \$8,269,000, 65 cents.

DENRÉES

MONTREAL (PC) — Cours des denrées transmis par le ministère fédéral de l'Agriculture:

Beurre: Commission canadienne de l'industrie laitière, prix d'achat, no 92, \$1.505; no 93, \$1.515; prix de vente, \$1.515; prix de gros moyen, aux détaillants, \$1.63.

Fromage cheddar: blanc, \$1.56; coloré, \$1.56 3-10.

Poudre de lait écrémé: no 1, sacs de 25 kg, \$1.97 à \$2.01; petit lait pour animaux: \$1.17 à \$1.18 le kilogramme; lait de beurre en poudre: \$1.65 à \$1.70 le kilogramme; petit lait comestible en poudre: \$0.35 à \$0.40 le kilogramme; petit lait de nourrissage: \$0.29 à \$0.31 le kilogramme; lait évaporé: \$21.85 à \$22.15 pour 48 sachets de 385 ml.

Oeufs: prix moyens de grossistes aux détaillants, en boîtes d'une douzaine: A-extra-gros, \$1.11 7-10; A-gros, \$1.04 7-10; A-moyens, \$0.97 2-5; A-petits, \$0.74 1-10.

Prix de gros aux distributeurs, établis par la Fédération des producteurs avicoles du Québec: A-extra-gros, \$1.09; A-gros, \$1.02; A-moyens, \$0.94; A-petits, \$0.72; A-peewee, \$0.39.

Pommes de terre, prix de gros: Québec, \$1.75 à \$1.85 pour 50 lb; \$0.75 à \$0.80 pour 20 lb; \$0.45 à \$0.50 pour 10 lb; I.P.E., \$2.25 à \$2.35 les 50 lb; \$1.20 à \$1.25 les 20 lb; \$0.65 à \$0.68 les 10 lb; Nouveau-Brunswick, \$2.00 à \$2.10 les 50 lb; \$1.05 à \$1.15 les 20 lb; \$0.55 à \$0.57 les 10 lb.

Ventes et profits à la hausse pour Provigo

MONTREAL — Pour l'année terminée le 26 janvier 1980, Les ventes de Provigo ont atteint \$2,314 707 000 comparativement à \$2 036 569 000 l'année précédente. Le bénéfice net avant postes extraordinaires s'est élevé à \$19 635 000 comparativement à \$14 339 000 soit, après les dividendes sur les actions privilégiées, un bénéfice par action ordinaire de \$4.29 en comparaison de \$3.38.

Après déduction d'un montant de \$1 602 000 représentant des coûts relatifs à la cessation de certaines opérations déficitaires de M. Loeb Corporation, un filiale américaine, le bénéfice net par action ordinaire s'est établi à \$3.90 comparativement à \$3.30 l'année précédente.

POUR REPENSER LA VOITURE LA PLUS VENDUE AU MONDE...ÇA PREND DU CRAN!

Oui, la Corolla, la voiture la plus vendue au monde, fait peau neuve. Et les 9 Corolla, entièrement renouvelées, vous offrent espace, rendement et choix inédits.

Cette année, il y a toute une gamme de Corolla: sedans 2 et 4 portes, coupé sport, Liftback 3 portes et familiales 5 portes.

LA NOUVELLE
TOYOTA
COROLLA
POUR 1980!
1.8

Et quelle liste de caractéristiques standard! Radio AM/FM/MPX stéréo et montre numérique à quartz, standard pour le Liftback et le coupé sport SR-5.

Dans sa catégorie, la nouvelle Corolla surpasse ses concurrentes... et ça se voit.

La Corolla 1.8. Qualité intégrale.

Chacun de ces 9 modèles témoigne bien de la qualité et de l'économie Toyota — la célèbre qualité Toyota qui a contribué à faire de la Corolla la voiture la plus vendue dans le monde entier.

La Corolla 1980. Toujours en tête de peloton...



La Corolla 1.8. Nouvelle, à l'intérieur comme à l'extérieur.

En 1980, la Corolla a été reconçue. Avec grand soin. À elle seule, la création de sa nouvelle ligne a exigé 425 heures en tunnel aérodynamique. Et un traitement antirouille minutieux assure une excellente protection à sa nouvelle carrosserie.

Ses formes profilées (son intérieur somptueux) assurent une spaciosité nouvelle — pour vous, pour vos compagnons de voyage, pour les bagages.

La Corolla 1.8. Une voiture renouvelée, un moteur repensé.

Côté rendement, il y a aussi du nouveau: nouvelle suspension, empattement plus long et un moteur 4 cylindres de 1.8 litre, plus fougueux mais qui économise de l'essence.

La Toyota Corolla 1.8 pour 1980. Consommation d'essence en milles par gallon.

| Ville | Route | Relative |
|----------------|-------|----------|
| 32 | 49 | 40* |
| Approximations | | |

*40 milles par gallon, pour un moteur 1.8 litre, 100 km/h. Les consommations en milles par gallon sont basées sur les données de la Toyota Corporation. Les données de consommation en litres par 100 km sont basées sur les données de la Toyota Corporation. Les données de consommation en litres par 100 km sont basées sur les données de la Toyota Corporation.

OH,
ÇA
C'EST
SENSAS!
TOYOTA



Faites l'essai des Tercel, Corolla 1.8, Corona, Celica, Supra, Cressida, Pickup, 4 x 4 et Land Cruiser chez votre concessionnaire Toyota aujourd'hui!

Sherbrooke
Centre de l'Auto Sport
Sherbrooke Inc.
2059, rue King ouest
Tél.: 569-9227

Magog
Automobile
Rolland Lavallée Ltée
R.R. # 2
Chemin Montréal
Tél.: 843-9883

Richmond
Picken Service Inc.
Route 116
Tél.: 826-2309

Thetford Mines
Thetford Toyota Inc.
1890, rue Notre-Dame nord
Tél.: 335-5425

Victoriaville
Garage Réjean Roy Inc.
163, boul. Bois-Franc sud
Tél.: 758-8235
752-5301

Points saillants de l'exposé budgétaire d'Allan MacEachen

OTTAWA (PC) — Voici les faits saillants de l'exposé budgétaire qu'a présenté hier aux Communes le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, reprenant certaines mesures proposées par le précédent gouvernement du premier ministre Joe Clark.

— Augmentation immédiate de la taxe sur l'alcool: 11 cents par bouteille de 25 onces de spiritueux, un cent la bouteille de bière, un demi-cent la bouteille de bière légère et 13.3 cents sur la plupart des vins.

— Augmentation immédiate de 10 pour cent de la taxe sur les tabacs, se traduisant par une hausse de 2.5 cents sur le paquet de cigarettes.

— Modification au mode d'imposition fédérale sur la taxe de vente sur l'essence, qui passe de cinq cents le gallon à un montant proportionnel équivalant à neuf pour cent du prix de vente au détaillant;

— Réintroduction de la surtaxe de cinq pour cent de l'impôt sur les sociétés pendant deux ans.

— Déductibilité pour fins d'impôt de la rémunération versée à un conjoint dans une entreprise non constituée en société.

— Emission d'obligations permettant aux petites entreprises d'obtenir un financement à des taux d'intérêt moins élevés.

— Le déficit fédéral devrait atteindre \$14.1 milliards en 1980-81, comparativement à \$10.4 milliards prévus au budget de décembre dernier, en raison de la suppression de la hausse de la taxe d'accise sur l'essence.

— Le gouvernement étudie toujours les mécanismes d'assistance aux propriétaires de maisons qui pourraient faire face à un risque de saisie par suite de la hausse des taux d'intérêt.

Perspectives: croissance économique presque nulle et hausse des prix de 10 pour cent

OTTAWA (PC) — Parce qu'il n'échappe pas "aux influences internationales", le Canada connaîtra un taux de croissance presque nul de un demi de un pour cent en 1981, doublé d'un taux de chômage d'environ huit pour cent et d'une augmentation de 10 pour cent des prix à la consommation.

Voilà ce que révèlent les perspectives économiques contenues dans l'exposé budgétaire déposé hier soir à la Chambre des Communes par le ministre des Finances, M. Allan MacEachen.

Ces prédictions recourent en grande partie celles formulées en décembre par le prédécesseur de M. MacEachen aux Finances, M. John Crosbie, dans son budget qui devait entraîner la chute du gouvernement Clark.

Victimes d'un contexte international "extrêmement troublé" à la suite de la hausse du prix du pétrole, d'une inflation persistante et d'un ralentissement de la productivité, les Etats-Unis doivent maintenant faire face à une récession. Et comme le rythme de l'inflation se ressemble beaucoup dans les deux pays, selon le ministre des Finances, "le Canada ne

peut certainement pas se permettre de relâcher ses efforts face à l'inflation".

Compte tenu du faible taux de croissance de l'économie canadienne, le gou-



Allan MacEachen
vernement entrevoit une production moindre que celle prévue par les conservateurs, à cause des taux

d'intérêt élevés et de l'assombrissement des perspectives américaines. Les dépenses publiques, tout comme la construction domiciliaire, connaîtront des tendances à la baisse.

Toutefois, l'économie canadienne, selon M. MacEachen, "devrait pouvoir éviter un ralentissement aussi marqué que celui qui menace les Etats-Unis" même si elle n'y échappera pas entièrement. Tout ceci à cause de la compétitivité améliorée par la "baisse appréciable du dollar canadien", par la situation énergétique enviable du Canada ainsi que par une demande de biens de consommation croissant de deux pour cent en volume.

Les investissements devraient donc se poursuivre pendant toute l'année 1980 pour se traduire par une hausse de plus de 7.5 pour cent.

Pour ce qui est des résultats de l'exercice financier 1979-1980 du gouvernement fédéral, les dépenses atteindront \$53.1 milliards, tel que prévu dans le budget Crosbie, mais avec des recettes inférieures de \$300 millions pour un déficit de \$10.4 milliards.

Les prévisions 1980-81 laissent entrevoir une augmentation des recettes de 13 pour cent. Même en tenant compte d'une hausse de \$35 par mois du supplément de revenu garanti pour les personnes âgées, les dépenses devraient s'élever à \$60.4 milliards. Cette forte croissance des dépenses, explique le ministre MacEachen, est due à une hausse de \$500 millions du service de la dette et

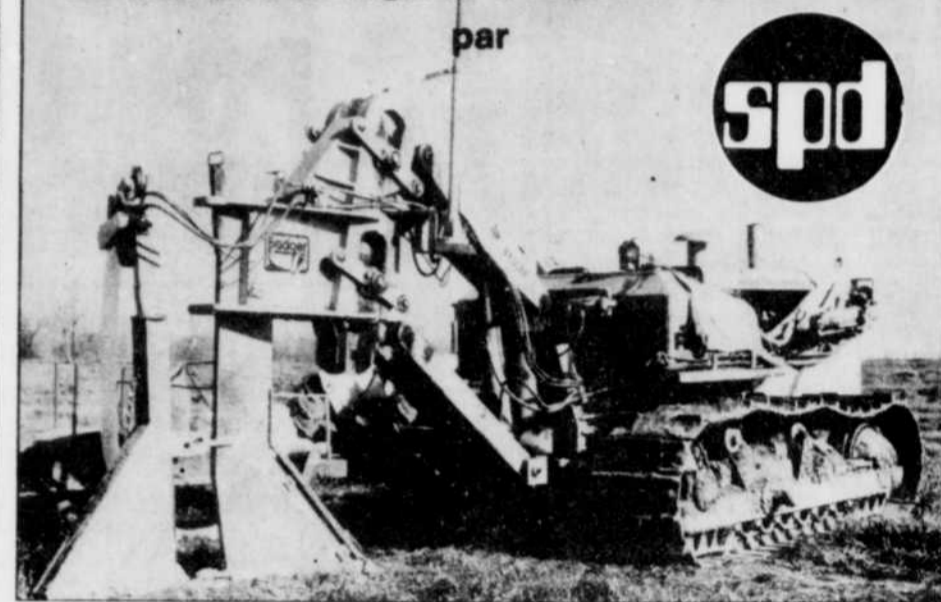
une majoration de \$1.5 milliard des paiements effectués dans le cadre du programme de compensation des importateurs de pétrole.

Ces deux facteurs, "qui n'auraient évidemment pas épargné le gouvernement précédent", représentent la différence entre les \$60.4 milliards prévus actuellement et les \$58.4 milliards que projetait le budget de décembre.

De plus, pour juger de l'orientation appropriée pour l'exercice 1980-81, le ministre des Finances tiendra compte autant des faiblesses de l'économie que de la nécessité de juguler l'inflation.

Mais, malgré tout, M. MacEachen se dit "persuadé que le Canada, s'il reste uni, et que les Canadiens, s'ils restent ensemble, peuvent affronter et surmonter ces difficultés."

DRAINAGE AGRICOLE



vous offre dès maintenant un service complet de

- VENTE DE TUYAUX ET ACCESSOIRES
- INSTALLATION PAR METHODE TAUPE
- PREPARATION DE PLANS
- CONSULTATION

Vente de tuyaux galvanisés tous usages.
Les Produits de Drainage Sherbrooke Ltée
ROCK FOREST
468, St-Roch nord
(819) 864-4281

Semaine des secrétaires du 21 au 26 avril

Pensez à votre secrétaire cette semaine!

Paul McHanna
FLEURISTE

360, rue Frontenac et Carrefour de l'Estrie
Sherbrooke 567-4841

EXHIBIT: "L'ENERGIE DE NOS JOURS"

JEUDI, 24 AVRIL, 7 H p.m.

Informations sur le chauffage solaire et les méthodes de construction permettant l'économie d'énergie.

Nick Nicholson.

VELUX

La fenêtre pour toits en pente.

MATERIAUX L.B.S. INC.

(Lennoxville Building Supplies Ltd)
146, rue Queen, Lennoxville, 567-4874

VENTE présentation printanière

Comptoir de Textile Ltée

COMMENCANT LE JEUDI 24 AVRIL

| A l'occasion de votre ménage du printemps: | | |
|---|----------|------------------|
| TRINGLES EN BOIS | | |
| Couleur acajou seulement. Quantité limitée. | | |
| | régulier | en spécial |
| 4' | 19.95 | 14 ⁵⁰ |
| 5' | 21.95 | 16 ⁵⁰ |
| 8' | 32.95 | 24 ⁰⁰ |
| 10' | 36.95 | 28 ⁰⁰ |

20% de rabais sur Accessoires de couture • Fil • Fermeoirs

TOILE POUR COSTUMES
Motifs quadrillés et unis pour vos agencements.
Rég. 9.98, réduite à 7⁵⁰ le mètre

15% de rabais sur DRAPERIES - COUVRE-LITS
Confection gratuite sur plusieurs draperies

20% de réduction sur COUPONS

COTON ET POLYESTER
Variété d'imprimés.
Rég. 5.98, réduit à 4⁵⁰

COMPTOIR MANUFACTURIER DE TEXTILE LTE

111 rue Dépôt Sherbrooke J1H 5E9

227 Principale Ouest Magog J1X 2A8

40 Evangéline Les Galeries de Granby J2G 8K1

166 St-Georges Drummondville J2C 4H1

MacEachen reprend à son compte des mesures fiscales du budget conservateur

OTTAWA (PC) — Le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, a repris hier à son compte un certain nombre des mesures fiscales du budget que le gouvernement conservateur du premier ministre Joe Clark avait présenté en décembre dernier.

Dans le cadre d'un exposé budgétaire, à la Chambre des Communes, M. MacEachen a annoncé que les besoins financiers du gouvernement fédéral pour 1980-81 seraient de l'ordre de \$11.7 milliards, comparativement aux \$8.2 milliards prévus dans le budget de décembre dernier, en raison, a-t-il dit, de la suppression de la hausse de 18 cents le gallon de la taxe d'accise sur l'essence.

Toutefois, pour financer l'augmentation de \$35 par mois du supplément de revenu garanti pour les bénéficiaires de la sécurité de la vieillesse, le gouvernement Trudeau prend le relais de certaines augmentations fiscales du gouvernement précédent.

Ainsi, entrant en vigueur immédiatement, le gouvernement Trudeau réintroduit la hausse de la taxe sur l'alcool, soit 11 cents par bouteille de 25 onces de spiritueux, un cent la bouteille de bière, un demi-cent la bouteille de bière légère et 13.3 cents sur la plupart des vins.

En outre, on décrète, à l'instar du gouvernement précédent, une hausse immédiate de la taxe sur les tabacs, qui se traduit par une hausse de 2.5 cents sur le paquet de cigarettes.

Comme le budget conservateur le proposait, on présente à nouveau, par ailleurs, la surtaxe de cinq pour cent, pour deux ans, de l'impôt sur les sociétés.

Le ministre MacEachen entend de plus maintenir, en marge du budget du gouvernement Clark, la déductibilité pour fins d'impôt de la rémunération versée à un conjoint dans une entreprise non constituée en société, de même que l'émission d'obligations permettant aux petites entreprises d'obtenir un financement à des taux d'intérêt moins élevés.

Toutefois, le ministre MacEachen a écarté pour l'instant les avantages fiscaux prévus pour l'investissement dans des bateaux de pêche dans la région de l'Atlantique et les contrats fiscaux proposés à l'entreprise privée pour l'investissement dans certaines régions, tel que proposé dans le budget conservateur.

En ce qui concerne la hausse des taux hypothécaires, le ministre MacEachen n'annonce aucune mesure pour les 350.000 propriétaires qui auront à renouveler leur hypothèque cette année.

Sur la proportion inférieure à 10 pour cent des personnes dont le coût de logement passera à plus de 30 pour cent, la plupart pourront recourir à un certain nombre de moyens déjà disponibles ou en cours d'élaboration par les prêteurs du secteur privé, a dit le ministre.

Le gouvernement étudiera si de nouveaux mécanismes sont nécessaires, dans le nombre restreint de cas qui posent un risque indu de saisie, a-t-il ajouté.

Essence: changement de taxe qui n'affecte pas le consommateur

OTTAWA (PC) — Même si cette mesure n'entraînera aucun effet à court terme sur le prix au consommateur, le gouvernement fédéral remplacera la taxe de vente de cinq cents le gallon d'essence par une taxe de neuf pour cent le gallon appliquée sur le prix de gros chargé au détaillant.

Le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, a annoncé cette mesure, comprise dans le budget fatal déposé en décembre dernier par M. John Crosbie, ministre des Finances dans le cabinet Clark, hier soir à la Chambre des Communes.

Cette nouvelle formule d'imposition n'affecte en rien la taxe d'accise de sept cents le gallon, qui demeure toujours en vigueur, et que les conservateurs voulaient augmenter de 18 cents le gallon.

Le remplacement de cette taxe de vente, dont peu de gens soupçonnaient même l'existence, vise, selon un expert du bureau du ministre des Finances, à préserver les revenus du gouvernement et non pas à les augmenter. Quant à M. MacEachen, il a déclaré hier à la Chambre des Communes que cette taxe de neuf pour cent le gallon de gros du gallon d'essence "permettra à la taxe de rester, à l'avenir, proportionnelle au prix des produits".

Ainsi, à partir d'aujourd'hui, à chaque fois que le prix de gros de l'essence augmentera, les revenus générés par cette taxe de neuf pour cent connaîtront une progression. Avec l'ancienne formule d'une taxe de cinq cents le gallon, les revenus demeuraient les mêmes peu importe l'importance de la majoration.

Le ministre des Finances du Québec, M. Jacques Parizeau, a utilisé sensiblement la même méthode lors de son dernier budget en remplaçant la taxe provinciale fixe sur le gallon d'essence par une taxe progressive.

Il s'avère impossible pour le moment d'évaluer l'importance des revenus que produira cette nouvelle méthode de taxation, a expliqué le porte-parole du cabinet de M. MacEachen, parce que le nouveau prix du pétrole au pays n'a pas encore été négocié.

Une fois que ce nouveau prix aura été établi, les consommateurs pourront alors mesurer l'impact de cette taxe sur ce qu'ils ont à payer pour les produits pétroliers.

Stupeur et indignation de Crosbie et Broadbent

OTTAWA (PC) — L'exposé budgétaire livré hier soir aux Communes par le ministre des Finances, M. Allan MacEachen, a provoqué la stupeur et l'indignation de son prédécesseur conservateur, M. John Crosbie, et du chef néodémocrate M. Ed Broadbent.

"L'exposé de M. MacEachen me laisse stupéfait, a déclaré M. Crosbie à sa sortie de la Chambre. Le ministre des Finances a tout simplement repris les mesures les plus populaires de mon budget et a complètement laissé de côté toutes les mesures pour se montrer responsable, encourager l'investissement et essayer de juguler l'inflation à plus long terme. C'est une totale abdication de ses responsabilités."

De son côté, M. Broadbent a qualifié la présentation de l'exposé budgétaire de "trahison totale" portant atteinte à l'intégrité de la Chambre.

"Le Nouveau parti démocratique, a-t-il déclaré, a déposé une motion contre le budget conservateur le 12 décembre dernier. Nous demandions une réduction des impôts, une réduction du taux d'intérêt et une stimulation de l'économie."

"A ce moment-là, les libéraux ont appuyé cette motion, mais ce soir, ils ont adopté presque complètement le budget conservateur qu'ils ont rejeté en décembre", a déclaré le leader néodémocrate.

M. Crosbie, a indiqué pour sa part, qu'il ne pouvait s'opposer aux mesures annoncées puisqu'elles sont en grande partie celles qu'il avait prévues dans son budget de décembre dernier. Toutefois, a-t-il déclaré, le budget qu'il avait déposé était un tout et dans ce cas, M. MacEachen ne reprenait que les mesures les plus populaires, tout en mettant en danger l'équilibre financier et économique du pays.

"La croissance cette année ne sera que d'un demi pour cent, le taux de chômage va grimper à huit pour cent et le coût de la vie à 10 pour cent. C'est une énorme erreur."



COURS D'ÉTÉ 1980 DÉCOUVREZ LES CANTONS DE L'EST DU QUÉBEC!

L'UNIVERSITÉ

est une institution de prédominance anglaise agréablement sise sur une étendue de 310 acres de terre à Lennoxville, au sein des montagnes du sud du Québec, dans les Cantons de l'Est.

Ses cours d'été comprennent une session de soir de 12 semaines débutant le 5 mai, et une session de jour de 6 semaines débutant le 7 juillet 1980.

Sujets des cours offerts:

| | | |
|----------------|------------|---------------------|
| Administration | Education | Informatique |
| Anglais | Espagnol | Mathématiques |
| Arts | Français | Psychologie |
| Biologie | Géographie | Sciences politiques |
| Economique | Histoire | Sociologie |

(Tous les cours sont donnés en anglais)

Toutes les commodités, à prix raisonnable, seront accessibles aux personnes seules ou aux familles.

Facilités récréationnelles telles que:

théâtre, piscines intérieure et extérieure, tennis, squash, ballon-volant, gymnase, golf, centre sportif entièrement équipé, etc.

APPELEZ-NOUS AUJOURD'HUI

Pour la liste des cours et de plus amples renseignements, veuillez vous adresser à:

Mme H. B. Taylor, coordonnatrice
Bureau de l'éducation permanente,
BISHOP'S UNIVERSITY,
Lennoxville, Québec, J1M 1Z7 (819) 569-9551 ou 569-7878



COURS D'ANGLAIS ETE 1980 Bishop's University

Description: Le cours d'anglais est destiné aux étudiants dont la langue maternelle n'est pas l'anglais. Le but de la session est de faciliter la communication des participants en anglais. L'objectif principal du cours sera d'améliorer la compréhension et l'expression orale. Suivant un examen écrit durant le premier cours, les étudiants seront divisés en groupe selon leur niveau de connaissance de la langue, soit le niveau débutant, intermédiaire ou avancé. Des textes ou photocopies seront utilisés à chaque niveau du cours. Au lieu des exercices dans le laboratoire de langues, la discussion en classe est encouragée dans cette session. Pour encourager la discussion et l'attention personnelle entre les étudiants et le professeur le nombre d'inscription dans chaque section est strictement limité à 15 étudiants.

Crédits: 6 crédits supplémentaires à Bishop's University. Une attestation d'étude sera accordée à la fin de la session.

Horaires: A. Le soir - Mai/Juillet 1980 - ENG 099a/100b

Du 5 mai au 23 juillet, chaque lundi et mercredi soirs, de 19h.00 à 22h.00 à l'édifice Nicolls de Bishop's University. Le numéro de salle sera affiché à l'entrée de l'édifice Nicolls. Le total des heures est environ 72.

B. Le jour - Juillet/Août 1980 - ENG 100

Du 7 juillet au 16 août, du lundi au vendredi (inclus), de 9h.00 à 11h.00 à l'édifice Nicolls de l'Université Bishop. Le numéro de salle sera affiché à l'entrée de l'édifice Nicolls. Le total des heures est environ 75, en excluant les activités socio-culturelles.

Dans la session de jour, un programme spécial d'activités socio-culturelles, théâtrales et d'excursions sera organisé pour les étudiants d'anglais 100. Ce programme est disponible uniquement pour les étudiants qui demeurent dans les résidences. Ces activités sociales, culturelles et sportives visent à aider les participants à améliorer leur connaissance de la langue anglaise et aussi à leur faire mieux connaître l'histoire et la culture anglaise dans la région du Québec. Chaque semaine, selon les intérêts des étudiants, des excursions seront organisées dans des endroits intéressants de la région de Lennoxville et des Cantons de l'Est. Ces étudiants peuvent, sur le campus de l'Université même, participer aux sports suivants: tennis, cyclisme, squash, badminton, golf, natation, gymnastique, etc.

Frais d'inscription:

\$15.00 pour la demande d'admission pour les nouveaux étudiants (non-remboursable); \$130.00 pour le cours complet; et \$150.00 pour le programme d'activités socio-culturelles. Le prix du logement est de \$175.00 pour les six semaines. Les repas ne sont pas compris dans ces frais de logements. Les services de la cafétéria sur le campus seront disponibles aux étudiants.

Pour de plus amples renseignements, contactez:

Mme H. B. Taylor, coordonnatrice
Bureau de l'éducation permanente,
BISHOP'S UNIVERSITY
Lennoxville, Québec, J1M 1Z7 (819) 569-9551
ou 569-7878

Honneur aux économes!

Le détaillant ESSO gonfle ses pneus, pas ses prix.

Et comme ce sont des pneus de qualité Atlas, vous y gagnez doublement.

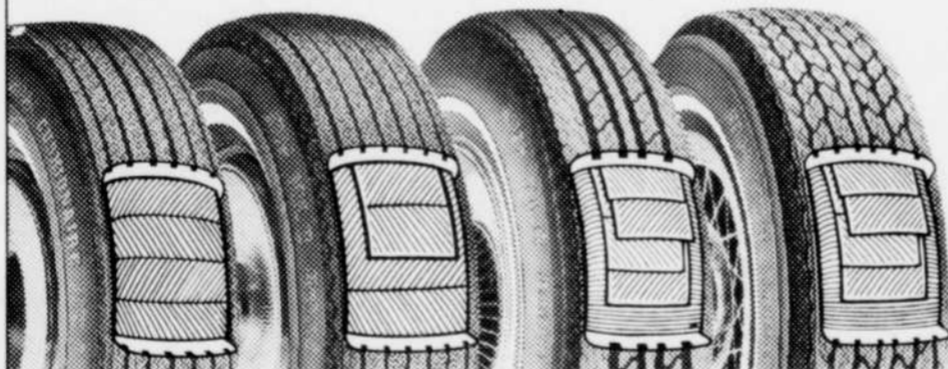


Renald Nadeau
La Pocatière

Le détaillant Esso vous offre toute la gamme des pneus de qualité Atlas aux bas prix de tous les jours.

Du Mk I à plis croisés au Mk V à carcasse radiale acier, il a le pneu qui convient exactement à votre véhicule, à vos exigences et à votre budget. Le détaillant Esso vous aide à obtenir le maximum pour votre argent, car il connaît son métier et, si vous êtes déjà son client ou sa cliente, il connaît aussi votre véhicule.

Et il est tellement pratique de faire poser vos pneus chez lui, à l'occasion d'une vidange d'huile ou de tout autre travail d'entretien ou de réparation.



Plis croisés.

Mk I

PLUS CROISÉS
Douceur et souplesse, avec la sécurité de 4 solides plis de nylon. Le pneu élégant... au meilleur prix.

Ceintures en fibre de verre.

Mk II

CEINTURÉ
Deux solides ceintures en fibre de verre; deux plis latéraux en polyester. Le pneu ceinturé à prix populaires.

Plis radiaux, ceintures en fibre de verre.

Mk IV

RADIAL
Ceintures en fibre de verre: plus de souplesse et de solidité que les modèles ceinturés ou à plis croisés. Le radial abordable.

Plis radiaux, ceinture d'acier.

Mk V

RADIAL ACIER
Deux larges ceintures d'acier. Modèle Atlas exclusif. Le radial qui tient ses promesses.

Bas prix de tous les jours: Mk I à compter de **30.83\$***

Les pneus radiaux Atlas: facteurs d'économies.

Les pneus à carcasse radiale Atlas peuvent vous faire économiser à plusieurs titres: par leurs propriétés plus roulantes, leur longévité, leur adhérence, leur sécurité et leur douceur de roulement, en un mot: leur rendement. Tous les pneus Atlas sont issus de la recherche Esso. Toute une garantie! Votre confiance au volant repose littéralement sur la qualité de vos pneus, la qualité Atlas.

Prix des pneus Atlas pour la plupart des voitures, camionnettes et camions légers.

Mk I de 30.83 \$ à 45.26 \$*

Mk II de 37.11 \$ à 56.08 \$*

Mk IV de 51.30 \$ à 65.28 \$*

Mk V de 52.77 \$ à 82.28 \$*

Grandeurs spéciales pour fourgonnettes et camions légers livrables sur demande.

Ne cherchez plus ailleurs ce qui ne saurait être mieux. Rendez-vous chez le détaillant Esso.

*Les prix indiqués reflètent les prix courants au détail suggérés par Atlas. Certains détaillants Atlas peuvent avoir vendu ces pneus pour plus ou moins.



Atlas
Les pneus qui portent le monde.



COMPAGNIE PÉTROLIÈRE IMPÉRIALE LTÉE

1880-1980

Trudeau demandera à Vance de s'expliquer

OTTAWA (PC) — Lors de la rencontre qu'il aura mercredi avec M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, le premier ministre Trudeau compte demander des éclaircissements sur les mesures militaires que les Etats-Unis menacent de prendre contre l'Iran.

Aux Communes, lundi, M. Trudeau a déclaré que la participation du Canada à la campagne américaine de pressions sur l'Iran et l'Union soviétique (pour son invasion de l'Afghanis-



Trudeau

tan), pourrait bien dépendre des explications que M. Vance donnera sur le durcissement de la politique étrangère des Etats-Unis.

M. Trudeau désire en savoir davantage sur les mesures envisagées par le président Jimmy Carter pour accentuer la pression contre l'Iran en vue de la libération des 50 otages américains et sur la menace d'aller jusqu'à une action militaire.

Le président Carter veut inciter les alliés des Etats-Unis à prendre des sanctions diplomatiques et commerciales contre l'Iran, et à boycotter les Jeux olympiques de Moscou pour protester contre l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique.

Aux Communes, l'opposition exige de M. Trudeau qu'il adopte, avant la rencontre avec M. Vance, mercredi, une politique ferme sur la question du boycottage des Jeux olympiques et celle des sanctions contre l'Iran.

Sur la question du boycottage des Jeux olympiques, M. Trudeau a tenu à préciser qu'il ne considérerait pas la visite de M. Vance comme "une date-limite".

"Elle pourrait, au contraire, me fournir l'occasion de m'informer auprès du secrétaire d'Etat des divers aspects de leur politique internationale. II."

Invité à prendre contre l'Iran les sanctions politiques et économiques demandées par M. Carter, M. Trudeau s'est contenté de dire que "la question sera examinée avec M. Vance".

Il devait ajouter par la suite que le Canada comptait soulever la question lors du sommet économique des sept qui aura lieu à Venise les 22 et 23 juin.

Ottawa ne veut pas intervenir

OTTAWA (PC) — Le gouvernement fédéral n'entend pas, du moins pour l'instant, intervenir dans le litige qui oppose le Québec et Terre-Neuve à propos du développement des ressources hydro-électriques des chutes Churchill, au Labrador.

"Avant que le gouvernement fédéral ne songe à utiliser ses pouvoirs d'urgence, nous estimons qu'il est préférable que les gouvernements provinciaux concernés tentent d'en venir à un accord", a dit hier aux Communes le premier ministre Trudeau.

Il répondait à une question du député conservateur de Saint-Jean-Est, M. James McGrath.

Substance qui rétracte les hémorroïdes

Un grand institut de recherche vient de mettre au point une substance cicatrisante sans pareille pour la rétraction des hémorroïdes et le soulagement rapide de la démangeaison.

Cette substance aux effets si bienfaisants se nomme la Bio-Dyne, elle aide rapidement à la cicatrisation des cellules et stimule la croissance des tissus nouveaux.

La Bio-Dyne est offerte soit en onguent, soit en suppositoires sous le nom de Préparation H, et s'accompagne d'une offre de remboursement.

Préparation **H**



EATON



le philtre mystérieux de vos nuits blanches

Magie noire, l'inédit de LANCÔME

| | |
|-------------------------|-------|
| Parfum | |
| Extrait pendentif, ¼ oz | 29.00 |
| Extrait de luxe, ¼ oz | 38.00 |
| Extrait, ¼ oz | 42.00 |
| Extrait, ½ oz | 70.00 |

| | |
|------------------------|-------|
| Eau de toilette | |
| 80 ml | 19.00 |
| 80 ml | 26.00 |
| atomiseur | 29.00 |
| 100 ml | 42.00 |
| atomiseur | 48.00 |
| 200 ml | 70.00 |

Eaton au Carrefour de l'Estrle (216)
Venez ou téléphonez 563-9555
Utilisez votre carte-comptable Eaton